Non à la promulgation de la loi asile immigration

La loi « Asile et Immigration » votée le 19 décembre 2023 marque un tournant que nos Organisations syndicales ne peuvent accepter.

Nos organisations syndicales dénoncent :

Une loi xénophobe

- assimilant l'immigration à l'insécurité,
- stigmatisant l'étranger par sa nationalité, sa religion supposée,
- rédigée sous la dictée des marchands de haine.

Une loi en opposition aux principes et aux valeurs républicaines

- appliquant le principe de préférence nationale pour l'accès aux allocations,
- remettant en cause le droit du sol et fixant des quotas annuels d'immigration,
- s'attaquant au droit d'asile.

Une loi contre les femmes, les enfants et les familles

- précarisant davantage les femmes qui pour la plupart travaillent dans des métiers souvent dévalorisés,
- remettant en cause le droit aux hébergements d'urgence,
- portant de graves atteintes aux droits des enfants,
- instaurant un régime discriminant et une rupture d'égalité manifeste entre les étudiants européens et extracommunautaires.

Cette loi entraînera des conséquences terribles sur la vie de centaines de milliers d'habitants et d'habitantes étrangers sur le sol français.

Non l'immigration ne coûte pas, au contraire, elle est une richesse pour notre pays.

Chaque année, les travailleuses et travailleurs étranger·e·s, employé·e·s dans des secteurs essentiels qui ne fonctionneraient pas sans eux·elles (bâtiment, nettoyage, aide à la personne, santé, etc.), apportent 60 milliards de cotisations sociales et d'impôts.

Exigeons le retrait de cette loi qui va aggraver la précarité

des travailleurs et des travailleuses, des lycéens et des lycéennes, des étudiants et étudiantes avec ou sans papiers.

L'intersyndicale appelle les salarié·e·s actif·ve·s, privé·e·s d'emploi et retraité·e·s à se mobiliser

Dimanche 21 janvier à 10h

devant la Maison des solidarités à Évreux

Rue Jean de la Bruyère

(quartier de la Madeleine)